

Conférence Pierre Calame sur Comité des régions

Mot d'accueil de Aurel Tandrafir, directeur de Cabinet du Président

Merci beaucoup, au nom du président, d'avoir participé à cette rencontre qui arrive à point nommé durant un débat extrêmement intense sur l'avenir de l'Europe, aussi bien au niveau des régions et des villes qu'à celui des chefs d'Etat à Bratislava. Comme vous le dites dans vos papiers, la fondation de l'Europe doit se baser sur une communauté de valeurs, une communauté de destin mais aussi doit être positive. L'intégration européenne s'est développée au fil des années comme une sorte *d'intégration négative*, en cédant des parts de souveraineté. Maintenant les citoyens, mêmes s'ils sont au courant des objectifs de départ de l'Union Européenne et d'accord avec eux ne comprennent plus l'Europe de la même façon. Il y a très peu de liens entre eux et, comme c'est plus facile de critiquer que de construire, on jette des pierres à droite à gauche. Vos propositions de refonder la confiance trouvent un écho chez le Président. Pour lui, c'est une priorité de très haut niveau. Il va lancer un débat dans deux semaines à la plénière du Comité des régions, sinon sur le futur de l'Europe du moins sur l'état actuel et les pistes à développer à l'avenir. Ensuite il y aura une rencontre des membres du Conseil des régions avec le président du Conseil européen. Nous essayons, à l'intérieur de la maison, de développer notre feuille de route, en lien avec celle des autres institutions. La réflexion de ce matin va nous apporter des idées parce que vos propositions sont opérationnelles.

Jiri Burianek, Secrétaire général

Avant de passer la parole à notre allié Pierre Calame, je voudrais vous dire que cette discussion a eu lieu, dans un cadre un peu similaire, au Secrétariat général du Conseil européen dont le Secrétaire général, Jim Cloos, appuie cette idée.

Pierre Calame

Merci chers amis. J'ai été très touché de ce que vous avez dit sur le sens de l'initiative dont j'aimerais débattre avec vous et par le fait que Jiri Burianek vient de parler de moi comme un allié du Comité des régions. Cela fait quelques années en effet que j'ai l'occasion de travailler avec le Comité, avec la conviction du rôle fondamental que doivent jouer les régions dans la construction de l'Europe.

Pour me présenter en deux secondes, j'ai un double passé. D'abord de haut fonctionnaire français et c'est en travaillant sur les faillites ou les impasses dans lesquelles se trouvaient les Etats que j'ai développé depuis longtemps l'idée de gouvernance à multi-niveaux, ce qui a été une des occasions de collaboration avec le Comité des régions. Puis, pendant trente ans, j'ai dirigé une fondation internationale, la fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. Je l'ai présidée jusqu'en 2014 et c'est à travers l'engagement dans le monde que je me suis passionné pour l'Europe. J'ai même fini par penser que l'on ne comprend l'importance de l'Europe qu'en la regardant *de l'extérieur*. Quand on est dedans on en voit toutes les impasses, toutes les difficultés. Quand on est à l'extérieur on se rend compte que c'est la seule construction géopolitique porteuse d'avenir pour le 21e siècle. Beaucoup plus que l'ONU. C'est le seul exemple historique de dépassement pacifique des souverainetés pour essayer de construire un ensemble géopolitique à l'échelle des interdépendances mondiales. C'est à cause de cette importance de l'Europe, pour l'Europe elle-

même mais aussi et même plus pour le monde, que je suis devenu un ardent défenseur de l'idée européenne.

Mon message essentiel aujourd'hui est que pour le Comité des régions et pour les régions européennes, la crise actuelle de l'Europe *crée une fenêtre d'opportunité pour jouer un rôle historique fondamental.*

Mon ami Gerhard Stahl avait coutume de me dire : tu es plus ambitieux pour le Comité des régions que le Comité des régions lui-même ! C'est vrai. Vous avez été créé pour exprimer l'avis des régions sur les initiatives des autres institutions, plus anciennes. Or, je suis convaincu par la réflexion et par l'expérience que vous pouvez *être beaucoup plus que cela* : un levain, une force considérable pour renouveler la construction européenne. C'est le sens de ma proposition.

Je commencerai rapidement par l'analyse pour passer aux propositions.

Avant même le Brexit, mon ami Georges Berthoin, dernier survivant des fondateurs de l'Europe, qui était le directeur de cabinet de Jean Monnet au début des années 50 et a connu toute l'histoire européenne, disait : *depuis l'échec de la Communauté Européenne de Défense (CED) en 1954 l'Europe est confrontée à sa pire crise.* Avant le Brexit, on voyait bien que les divergences entre les Etats, Nord-Sud, Est-Ouest sur la plupart des sujets rendaient extrêmement difficile les avancées de la construction européenne dans un contexte de défiance générale des populations européennes à l'égard de la démocratie représentative et à l'égard des élites. Ce n'est pas seulement vis-à-vis de l'Europe qu'il y a de la défiance, c'est aussi vis-à-vis des Etats et des élites traditionnelles, dites « élites de gouvernement », avec l'idée d'une classe dirigeante de plus en plus ignorante ou indifférente à l'égard de l'évolution négative de la situation d'une partie de la population. Ce qui fait le terreau de la montée des populistes et se traduit, comme toujours, par un appel au peuple, dont le symbole est l'appel à des référendums pour savoir si on veut rester ou si on veut sortir de l'Europe. Ce qui n'est qu'une caricature de la démocratie ! Quand on a à construire un projet aussi complexe que l'Europe, ce n'est pas en demandant aux gens leur opinion sous la forme : « est-ce que vous voulez rester dedans ou sortir » qu'on peut réellement donner la parole à la population.

Il n'en reste pas moins qu'on observe, aux Etats-Unis ou en Europe, la montée généralisée de cette défiance à l'égard des gens qui exercent des responsabilités. Ce qui fait que l'on se trouve dans une très grave crise de confiance en l'Europe, qui se manifeste par une montée historiquement inédite des mouvements eurosceptiques, au moment même où les Etats, en particulier les plus puissants, ne sont pas en mesure de prendre des initiatives à la hauteur de cette crise. Tout le monde dit : « il faudrait que l'Allemagne et la France reprennent l'initiative » mais aussi bien Angela Merkel que François Hollande sont dans un creux politique et sont confrontés à la question de leur survie politique, ce qui leur retire la capacité de prendre ensemble des initiatives fortes en faveur d'une nouvelle Europe.

Il faut, quand on refait l'histoire, assumer les raisons des réticences d'une partie de la société européenne vis-à-vis de l'Europe. Si on n'assume pas ces raisons on ne saura pas y répondre convenablement. Le discours habituel des pro-européens, le discours habituel de la communication européenne, passe de moins en moins. Il consiste à dire : « l'Europe est mal comprise, on va vous expliquer tout ce que l'Europe vous apporte ». Ça ne fonctionne absolument plus ! même si depuis longtemps les gouvernants nationaux tendent à dire « ce qui est bon vient de nous et ce qui est mauvais vient de l'Europe », le discours qui consiste à dire « regardez tout ce que vous apporte l'Europe ne marche plus » ; ne marche plus parce que de fil en aiguille, la construction de l'Europe autour de l'unification du marché, qui a été la réponse apportée en 1954 à l'échec de la Communauté

Européenne de Défense, qui a fonctionné pendant plusieurs décennies, ne fonctionne plus. On ne s'est pas rendu compte à temps que, dans un contexte de globalisation, d'unification des marchés mondiaux, le fait de construire presque uniquement l'Europe par l'unification des marchés, avec une Commission Européenne qui n'avait que ça comme monopole de compétence, s'est retourné progressivement contre l'Europe.

Je suis frappé, quand je suis amené à défendre la construction européenne devant différents publics, de constater que pour beaucoup de gens l'Europe s'est construite au service des multinationales, est le lieu d'exercice des lobbys. Il est évident, avec ce qui s'est passé récemment, Barroso la Commissaire à la concurrence Neelie Kroes, que quand on explique que l'Europe ne se fait pas au bénéfice des multinationales on est de moins en moins audible ! Ma fondation a participé à la création de Finance Watch : une petite équipe qui essaie de porter la voix de la société civile sur les questions financières. Elle est confrontée à un système bancaire qui dégage 400 millions d'euros par an pour faire faire du lobbying à son service ! Il y a là un certain nombre de faits objectifs. Les cacher au nom de l'envie de défendre l'Europe devient contre-performant.

Ceci s'est aggravé depuis plusieurs années avec les réseaux sociaux. On voit se construire de plus en plus des bulles cognitives : chacun est dans l'univers de ses propres convictions et se nourrit exclusivement des informations allant dans le même sens. Je vois monter dans les milieux anti-européens une véritable théorie du complot : toute la crise vient de la manipulation de l'opinion par les grandes banques américaines ou par les multinationales.

On est donc dans une situation extrêmement délicate dans laquelle les acteurs en mesure d'agir efficacement ne sont pas très nombreux. Précisément, les régions européennes, et le Comité des régions qui les représente, font partie des rares acteurs qui peuvent avoir, dans cette période historique très particulière, un rôle décisif.

Un rôle décisif comment ? Tout le monde est d'accord, au moins au niveau du discours, que l'on ne construira pas un projet d'avenir européen sans ses citoyens. Mais une fois ceci dit, *comment fait-on concrètement* ? C'est là que les propositions sont rares et c'est là, je pense, que l'initiative que je vous soumets prend tout son sens.

Travailler avec les citoyens ce n'est pas faire un sondage d'opinion. C'est encore moins faire un référendum, qui est la collecte des opinions à un moment donné. Si j'ai parlé d'*Assemblée Constituante européenne*, c'est pour une raison extrêmement précise. Quand on regarde le processus de construction européenne, on constate que chaque intégration de nouveaux pays a fait l'objet d'un vote. On ne peut donc pas prétendre, comme le font certains, qu'on a fait l'Europe contre les peuples. Il y a toujours eu des votes, un accord, chaque pays, d'ailleurs, ayant ses raisons propres de souhaiter intégrer l'Union. Par contre, ce qui est vrai c'est qu'elle s'est faite essentiellement *par les institutions*.

J'ai travaillé et écrit sur les questions de gouvernance. Souvent, quand on parle de gouvernance, on fait comme s'il était évident que l'on avait à faire à une communauté instituée, qu'il s'agissait de gérer d'organiser etc... *Or le problème central de la gouvernance c'est d'instituer la communauté*. Il n'y a rien de naturel et de définitif à ce que des groupes humains larges se considèrent une communauté de destin. C'est une construction historique souvent sous la contrainte. L'Europe est justement le cas unique de dépassement pacifique de petites échelles ou d'échelles moyennes de communauté au nom d'une échelle plus grande. C'est ça le miracle européen, après la guerre.

On peut dire qu'en 1948, au moment du Congrès de La Haye, réunissant des gens traumatisés par

les deux guerres mondiales, il y a eu un moment extrêmement intense où les participants ont eu le sentiment de construire une communauté de destin. Depuis, ce processus ne s'est pas poursuivi. On ne peut pas dire que l'élargissement progressif de l'Europe se soit fait à travers des dialogues intenses entre les sociétés pour s'expliquer sur leur histoire, pour s'expliquer sur leurs malheurs, sur ce qu'ils avaient envie de construire ensemble. En d'autres termes, on a fait des choses *constituantes*, on n'a pas organisé de *processus instituant*. J'y suis d'autant plus sensible que je fais le même constat au niveau mondial. On a maintenant à affronter d'innombrables défis d'ampleur mondiale, le plus visible étant celui du climat. On dit que le monde est un village parce que l'information circule à la vitesse de l'éclair, parce qu'il y a des milliards et des milliards d'informations qui circulent chaque jour, mais *cet immense flux d'informations ne garantit pas pour autant le sentiment d'un destin commun*.

J'ai été amené il y a plus de dix ans à créer le Forum China-Europa, auquel le Comité des régions a d'ailleurs été associé. L'idée en est de créer des espaces de dialogue entre la société chinoise et la société européenne. Ce n'est pas vrai que parce que nos économies sont intégrées, nous nous percevons une communauté de destin ! Une communauté est une construction patiente faite de dialogues, où l'on revient sur l'histoire, une histoire souvent mal digérée de part et d'autre, où on revient sur les peurs mutuelles, sur les défis communs, où on prend le temps de s'expliquer. C'est pour cela que je suis convaincu que *si on arrive à organiser un processus instituant au niveau de l'Europe ce sera un modèle qui fera réfléchir à une autre échelle, celle du monde*.

Qu'est-ce qui fait que l'on a sauté cette marche ? Les Etats, d'abord, n'en avaient pas très envie, parce que leurs communautés nationales elles-mêmes sont parfois relativement chancelantes. La seule chose qui s'en rapproche un peu ce sont les processus de jumelage entre les villes et les régions, point d'appui fondamental face à la crise actuelle.

Comment peut s'organiser un processus instituant ? La proposition que nous avons mise sur la table découle de l'expérience des trente dernières années en matière de démocratie délibérative. Qu'est-ce qu'une démocratie *délibérative* ? Ça n'est ni une démocratie représentative ni une démocratie participative. C'est au départ inspiré par les jurys d'assises : ce qui se fait depuis des siècles dans un certain nombre de pays où l'on considère que pour les affaires les plus graves, de vie et de mort, où il faut rendre la justice, c'est des gens tirés au sort parmi le peuple qui incarnent le mieux la souveraineté populaire. Le propre de ces processus de démocratie délibérative c'est que c'est une délibération *dans la durée*. Ça n'a rien à voir avec un échange d'opinions, avec une conversation de café du commerce où on échange des arguments formatés. C'est *une construction* dans la durée et selon des méthodes rigoureuses. En ceci, c'est un renouvellement fondamental de la démocratie car la démocratie devrait être définie, avant d'être l'expression de programmes de droite, de gauche, etc.. *comme une éthique et une méthode*. L'éthique, c'est la conviction que les citoyens sont capables de comprendre les questions complexes. La méthode : les conditions dans lesquelles les citoyens ils peuvent s'appropriier ces questions complexes et confronter entre eux les points de vue à la recherche d'un consensus.

Comment organiser concrètement une Assemblée instituante au niveau européen ? C'est là qu'on retrouve le rôle historique du Comité des régions. Ce n'est pas au niveau national qu'il faut l'organiser. Non que je me méfie du niveau national, le problème n'est pas là, mais très concrètement la construction européenne s'est faite beaucoup trop par des dialogues entre les Etats qui ont comme défaut principal d'inventer l'idée « d'intérêt national ». Or, quand on y réfléchit, on constate qu'*il n'existe d'intérêt national que parce qu'il existe des nations et des Etats*. En réalité, les intérêts des différents groupes sociaux, à l'intérieur de chaque Etat, sont bien plus divergents que les intérêts pris globalement entre les Etats.

Au niveau des régions et au niveau des villes, ça ne se pose pas dans ces termes, d'autant plus que nous avons la chance historique des jumelages, qui auraient besoin aujourd'hui d'un nouvel élan : c'est bien de faire des échanges culturels, de gymnastique, d'échange de jeunes, etc.. mais aujourd'hui on peut considérer le jumelage comme *un point d'appui du dialogue entre les sociétés*.

Une autre raison pour laquelle je suis convaincu de l'importance de ce niveau territorial, c'est que, à l'échelle territoriale, on a une société concrète qui se vit, qui s'exprime, on en identifie les acteurs. La question, par exemple, des perdants et des gagnants de la mondialisation ou de la construction européenne, assez abstraite au niveau national, est extrêmement concrète au niveau d'un territoire urbain ou d'une région.

D'où l'idée d'une Assemblée instituante qui s'organise en deux étapes :

- une première étape : *des panels de citoyens régionaux qui se déroulent sur un an*. J'insiste sur la durée. On ne peut dialoguer, on ne peut délibérer sur un projet européen, qu'en s'étant approprié l'histoire, en ayant la possibilité d'interpeller les meilleurs experts. Des panels, donc, organisés au niveau d'un ensemble de régions d'Europe, en favorisant chaque fois que possible le dialogue entre régions jumelées pour se stimuler, pour renforcer la dimension humaine ;
- une deuxième étape : *une Assemblée européenne de citoyens*. Non pas pour se substituer aux institutions mais pour exprimer la vision d'un projet européen, avec ses divergences mises sur la table, en disant : voilà ce que ça donne quand des citoyens tirés au sort ont longuement délibéré, se sont appropriés les questions, ont débattu de leur passé, du présent, de leurs valeurs, de la place dans le monde, du rôle de l'Europe dans la transition vers des sociétés durables, enfin ont débattu de tous les sujets fondamentaux pour dégager des perspectives qui sont mises en débat ensuite au niveau des différentes institutions.

Au plan symbolique, si le Comité des régions saisit cette opportunité historique, on pourra mettre à profit le soixantième anniversaire du traité de Rome en 2017, puis le soixante-dixième anniversaire de la conférence de La Haye en 2018, enfin le renouvellement du Parlement Européen en 2019. Trois échéances qui permettent de faire sentir le sens historique de ce processus et de créer les occasions de mettre en débat dans les opinions nationales. Et s'il faut, à la fin, un référendum européen, ce sera autre chose que les référendums populistes. Il consistera à dire : voilà, vos concitoyens de toute l'Europe ont travaillé ensemble très sérieusement, ont dégagé un certain nombre de perspectives, qu'est-ce que vous en dites ? Ce n'est pas un vote pour ou contre.

* * * *
* * *

Les questions :

1. La convention européenne n'a-t-elle pas eu un peu ce rôle instituant ?

2. Votre diagnostic je le partage largement. Le remède je suis un peu sceptique. J'attends d'être convaincu. Vous avez commencé par dire que l'importance de l'Europe se comprend essentiellement à l'extérieur, c'est quelque chose de très vrai. Plus on voyage en dehors de l'Europe, mieux on comprend l'importance de l'Europe.

Ce qui m'inquiète un petit peu c'est que l'on est face à des défis auxquels on n'ose pas s'attaquer véritablement. On a un budget absolument ridicule au sein de l'Union Européenne. Vous avez parlé de l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1954. Il est peut-être temps que l'on se ressaisisse de la question de la défense. J'ai constaté dans les pays des Balkans que l'obsession c'est l'OTAN, c'est-à-dire le besoin de protection. Je ne suis pas là en train de rêver tout haut à une Communauté Européenne de Défense propre mais on pourrait au moins imaginer une défense européenne au sein de l'OTAN ou à côté de l'OTAN.

Je ne vois pas très bien ce que votre processus instituant va donner comme réponse par rapport à tous ces défis. Voilà c'est peut être un peu provocateur.

3. Le plus grand problème c'est l'incapacité de l'Union à offrir et mettre en place des solutions aux problèmes que les gens perçoivent. Il y a des crises très graves et c'est cette incapacité à résoudre les crises qui provoque, à mon avis, ce détachement des citoyens vis-à-vis de l'Europe et la croissance des partis populistes. Or, donner à l'Union la capacité pour résoudre ces problèmes, c'est parler des institutions.

D'autre part, on est dans une dynamique au niveau mondial. Au niveau des Etats-Unis, au Royaume-Uni de plus en plus de gens veulent tout simplement casser la baraque. Regardez Donald Trump : son absence d'expérience politique devient un atout avec beaucoup d'électeurs qui le soutiennent.

4. Au Royaume Uni, pendant le référendum on a vu un ministre du gouvernement dire « les gens en ont marre des experts ». Donc on doit parler des institutions. Ca exige une certaine expertise c'est technique mais il faut parler de ça si on veut donner à l'Union la capacité de résoudre les problèmes. Car de plus en plus de gens veulent simplement casser la baraque. et on n'a pas beaucoup de temps. On peut discuter de beaucoup de solutions possibles pour l'Union, probablement toutes les solutions sont valables si on a 100 ans ou 200 ans, 300 ans pour les mettre en place, mais ce n'est pas le cas.

5. Les citoyens, depuis des années ont toujours entendu le même message, en ont ras le bol d'entendre les discussions des experts sur les institutions. Je crois plutôt qu'il faut trouver les moyens d'établir un dialogue avec les citoyens, en commençant par les écouter. Il faut à mon avis un processus à l'issue duquel les citoyens aient le sentiment d'avoir participé à des solutions pour l'Europe.

6. Le message populiste c'est de dire que les objectifs de l'Union Européenne sont en conflit avec les intérêts des citoyens. Le problème c'est que les institutions n'ont pas corrigé ces erreurs, ne sont pas dotées par les Etats membres de l'argent suffisant pour faire des campagnes nécessaires d'information. Nous sommes dépendants des politiques nationales, régionales, locales. Je voudrais compléter en citant l'ancien premier ministre de Grande Bretagne, Monsieur Cameron. Il a dit une chose simple : il n'y a pas d'espace public européen. Peut-être pouvez vous prendre en compte cette remarque.

7. Et la crise migratoire ? et les questions identitaires ?

8. Je pense que les citoyens perçoivent l'Europe comme une sorte de panacée, une réponse à toute crise qui dépasse un peu leur espace. Mais nous, on sait que ce n'est pas l'Europe qui a toutes les compétences. A travers votre processus comment est-ce que vous voyez cette clarification nécessaire des compétences ?

Réponses de Pierre Calame

Merci beaucoup pour vos interventions. Elles demanderaient chacune de grands débats.

Je remonterai le fil de vos questions en commençant par le propos de Cameron. Il a raison ! Certes, il y a l'obstacle linguistique mais quand a été élaboré le Livre Blanc sur la gouvernance, à la demande de Romano Prodi, le constat avait déjà été fait : tout le monde dit que l'Europe c'est trop complexe. Mais quand on regarde objectivement le fonctionnement des Etats nationaux, il est bien plus complexe encore ! Simplement il y a à l'échelle nationale des espaces publics qui aident à décanter les choses. Ce n'est pas le cas au niveau européen et ce serait une priorité d'affecter des moyens pour le créer. Je pense qu'un ensemble de processus régionaux, relayés efficacement par les médias et par les réseaux sociaux, avec des échanges à différents moments entre les panels régionaux des différentes régions d'Europe donnerait à voir ce qu'est un espace public européen, c'est-à-dire un lieu et des manières de dialoguer ensemble de nos défis communs, pour autant que les institutions européennes acceptent de donner à ces dialogues citoyens les moyens linguistiques réservés jusqu'à présent aux professionnels de l'Europe.

Construire une agora à l'échelle de 500 millions d'habitants c'est un défi fondamental. J'ai la faiblesse de penser qu'organiser des panels de citoyens, donnent à voir « des gens comme nous » qui dialoguent entre eux pour petit à petit comprendre, élucider, élaborer, proposer c'est une manière d'y répondre.

En ce qui concerne la question sur les moyens. Premièrement, une Assemblée instituante européenne n'a de sens que si au niveau du Conseil européen, de la Commission Européenne, du Parlement, il y ait plusieurs engagements. Le premier est d'être extrêmement attentif à ce qui ressortira de ces propositions. Les institutions ne vont s'engager à suivre les propositions des citoyens quelles qu'elles soient mais *s'engager à les étudier effectivement*. Trente ans d'expérience de démocratie délibérative montrent que c'est la condition absolument nécessaire du succès. Quand cette condition est remplie, les citoyens se mettent au travail avec un enthousiasme tout à fait étonnant.

Second engagement des institutions, en fournir les moyens. Lesquels ? De prendre en charge concrètement pendant un an, dans d'autant de régions d'Europe qu'on pourra, une trentaine de personnes dégagées de leurs obligations pour se consacrer à ce dialogue d'intérêt commun. Cette prise en charge existe pour les jurys d'assises.

Troisièmement, un engagement de la part des *experts*. Que l'ensemble des fonctionnaires européens disent : nous sommes prêts à apporter le meilleur de notre expérience pour apporter des informations pertinentes en réponse aux questions des citoyens. C'est le principe des démocraties délibératives : *inverser les canaux de communication*. Il faut que les experts ne soient pas là pour expliquer aux gens comment il faut penser mais pour apporter leur expertise aux questions *que se posent les gens eux-mêmes*. C'est la clé du succès.

Tout cela ne demande pas de moyens considérables mais une volonté politique, tant au niveau régional qu'au niveau européen, de prendre les citoyens au sérieux.

A été évoquée également la question de l'écoute des citoyens. C'est tout à fait juste mais l'enjeu n'est pas que les responsables dialoguent directement avec les citoyens en leur demandant leur opinion.

L'intérêt de la démocratie délibérative est précisément l'on écoute pas des opinions, *on écoute des citoyens qui se sont engagés dans l'élaboration collective d'un avis informé*. Dans un jury d'assises, on ne demande pas aux gens de voter pour savoir s'ils pensent que tel crime est passionnel, mérite des circonstances atténuantes, ou que sais je. C'est le fruit d'un long débat.

Associer l'ensemble des citoyens à ce qui se débat dans des panels qui n'en représentent qu'un petit échantillon, on en a maintenant les moyens avec les réseaux sociaux. Dans un contexte où les gens vivent de plus en plus dans des bulles cognitives, dans son univers clos, l'intérêt d'une démarche de tirage au sort c'est précisément de s'obliger à construire le dialogue. Vous avez dit le mot essentiel en parlant de *processus*.

En ce qui concerne l'incapacité de l'Union à résoudre les crises, je pense qu'aujourd'hui les chefs d'Etats européens sont dans l'incapacité de résoudre ces crises parce que ce que reprochent les perdants de la mondialisation à l'Europe c'est de s'être construit trop exclusivement sur l'unification du marché. D'où, chez certains, la croyance en un véritable complot : « tout ça a été fait contre nous pour les plus puissants, ils se tiennent tous les coudes, les députés, les lobbys, tout ça c'est le même monde et le seul moyen c'est de sortir de l'Europe ».

A propos du rôle des régions et territoires, j'avais participé il y a plus de quinze ans à une commission du Commissariat au Plan en France, réfléchissant à l'évolution des corps intermédiaires. On constatait que la plupart des corps intermédiaires étaient en crise, les églises, les syndicats, les partis politiques et l'on voyait les territoires jouer un rôle croissant d'intermédiaire entre les individus et le monde. *S'appuyer sur des régions et des villes pour créer un processus citoyens, c'est reconnaître ce rôle fondamental d'intermédiation*.

Sur la demande de sécurité, vous avez tout à fait raison. Simplement, je ne vois pas, à court terme, de réponse crédible de l'Europe, a fortiori avec la Grande Bretagne se retirant, qui offre une alternative à l'OTAN, crédible pour les pays des Balkans ou pour les pays d'Europe centrale et orientale. On n'a pas de réponse à court terme à une question comme ça. On peut répondre à court terme, comme on l'a vu à Bratislava, sur la question de frontières européennes communes. Mais dire que l'on est capable de construire une communauté de défense européenne qui puisse apporter une garantie qui se substituera à l'OTAN, personne n'y croira à court terme.

Enfin, la crise des flux migratoires. Comparé à ce qui se passe dans la plupart des régions du monde, les flux migratoires en cause sont relativement réduits. Ca a été brutal, soudain, mais quand on regarde l'Afrique, l'Asie, la Turquie, les flux migratoires sont sans commune mesure. Je dois dire deux choses à ce sujet. La première est qu'engager un processus instituant, en faire pour le Comité des régions, une opportunité historique de jouer un rôle clé dans l'avenir de l'Europe, ne veut pas dire que tout le monde s'arrête de travailler dans les institutions européennes ! Les dirigeants doivent continuer à faire leur boulot. Ce n'est pas avec un processus instituant qu'on va gérer les flux migratoires on est bien d'accord, mais on a besoin d'un processus qui construise l'avenir en même temps que l'on répond à ces questions urgentes.

Deuxième remarque, ce qui me frappe dans mon pays, c'est que ces nouveaux flux migratoires ont servi de révélateur à des questions majeures qui se posaient dans une Europe en dépression démographique face à des pays environnants, des continents environnants en pleine expansion démographique. Du coup l'histoire des frontières devient le révélateur d'une inquiétude qui porte concrètement sur la visibilité et le poids de la population musulmane, sur l'expression de l'islam sur la scène publique, sur le rapport avec la sécurité etc.. Les nouveaux migrants servent de révélateurs

mais le problème est beaucoup plus profond. Quand vous regardez dans les écoles, le pourcentage d'enfants d'origine immigrée non européenne, du fait du différentiel démographique, est beaucoup plus important que ce que reconnaissent les élites politiques, à la fois parce que ça ne concerne pas leurs lieux de vie et parce qu'on s'est privé d'outils de mesure du phénomène. Mais les gens le vivent intensément. Il y a des débats citoyens de fond escamotés par des affrontements politiques sur l'identité ou autre. L'Europe, la France, sont devenues des sociétés multi-culturelles. Cela mérite mieux que des effets de manche, de raies réflexions citoyennes. Mais n'attendons pas cela pour que les Etats gèrent la question des frontières communes !

En ce qui concerne la répartition des compétences entre l'Europe et les Etats membres, j'ai vécu ça également au niveau de la France, à propos de la décentralisation. Il ne faut pas demander aux citoyens de rentrer dans le détail de qui est en charge de quoi. Les citoyens sont en face d'une réalité, ils la subissent, ils s'y adaptent. La question de savoir ce qui relève du niveau local, du niveau national, du niveau européen, c'est votre business, vous les professionnels. Construire un processus instituant européen, c'est réfléchir à ce que l'on veut devenir ensemble en Europe. On tombera immédiatement sur une question qui vous est chère, qui m'est chère aussi, celle de la gouvernance à multi-niveaux. Que ce soit la question des migrants, la question de l'éducation, de santé, du développement durable, ce n'est pas à un seul niveau que ça se gère. C'est aux professionnels de dire quelle *articulation* des différents niveaux de gouvernance répond à chaque question. Je crois qu'il faut demander aux citoyens ce qui est essentiel, comment on va construire un monde ensemble et quel monde, mais pas le détail des compétences qui devraient être exercées par Bruxelles ou par Paris, Barcelone ou par Valence.

En ce qui concerne, enfin, la Convention européenne, j'y ai cru au début. On avait déjà le sentiment à la fin des années 90 qu'il faudrait un processus que j'appelle instituant. Quand est arrivée la conférence de Laeken et la décision d'organiser cette convention européenne, on a pensé qu'elle remplirait cette fonction. Ça n'a pas été le cas pour plusieurs raisons. La première est qu'elle s'est concentrée sur les fonctionnements institutionnels. Le préambule du traité, très intéressant à un moment donné, a été largement vidé de son sens à l'initiative de certains pays dont le mien. Vu de Bruxelles, il y avait beaucoup de gens associés à la Convention. Mais vu du reste de la société, il n'y avait pas beaucoup de monde associé, honnêtement. Les gens ne se sont pas du tout reconnus là-dedans. Puis, il y a eu ce choix, raisonnable en apparence mais finalement très dommageable, de réintégrer tous les textes des traités adoptés au fil des années. Quand les gens se sont vus devant un énorme pavé ils ont découvert une Europe entièrement construite par l'économie et le marché. Beaucoup ne se sont pas reconnus dans cette Europe là. A quoi les gouvernants ont répondu : « désolés cher amis, ce sont des choses actées depuis vingt ou trente ans ! ». Ça a été un véritable choc.

Il y a des cas de démocratie délibérative portant sur les institutions, l'Islande ou à moindre titre la de Colombie britannique et l'Irlande. Mais l'Islande c'est tout petit. Je pense qu'il ne s'agit pas aujourd'hui à l'échelle de l'Europe d'organiser une Assemblée constituante qui donnerait charge aux citoyens d'écrire un nouveau traité. L'enjeu est en amont : qu'est-ce que l'on veut être ensemble ? qu'est-ce que l'on veut devenir ensemble ? quelle place veut-on occuper dans le monde ? quelle place occupe le marché dans la construction des sociétés ? sur quelles valeurs on est d'accord ? dans quoi on se reconnaît ? comment on apure un passé qui reste encore en travers de la gorge etc.. C'est ça l'enjeu.